

Déclaration de Vitoria-Gasteiz

IXe Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Nous, gouvernements, organisations de la société civile et autres parties signataires, résolument attachés aux principes de gouvernement ouvert, unissons nos voix à l'occasion du IXe Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert. Rédigée à l'initiative et sous l'autorité du Comité directeur, la présente déclaration réaffirme notre engagement envers les principes énoncés dans la Déclaration sur le gouvernement ouvert, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention des Nations Unies contre la corruption et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains et à la bonne gouvernance.

Conscients que cette déclaration s'inscrit dans un contexte international de profonde incertitude, marqué par la perte de confiance du public dans les institutions, le rétrécissement de l'espace civique, l'aggravation des inégalités socio-économiques, le mépris croissant des droits fondamentaux et du droit international, et l'intensification des pressions contre le multilatéralisme,

Reconnaissant que les défis les plus urgents de notre temps, notamment la corruption et l'érosion des institutions démocratiques, la désinformation et la mésinformation, les cybermenaces, la répression transnationale, le coût incommensurable de la dégradation de l'environnement et l'aggravation de la polarisation – transcendent les frontières et ne peuvent être relevés par un seul gouvernement ni une seule institution. Les surmonter requiert une coopération internationale et une action locale, s'appuyant sur une plus grande participation du public, une gouvernance numérique respectant les droits humains et des réponses collectives et multilatérales aux crises sécuritaires, climatiques et environnementales,

Affirmant qu'une gouvernance inclusive, transparente et redevable, reposant sur l'intégrité du secteur public, est nécessaire pour retrouver une résilience démocratique, restaurer la confiance et produire des résultats efficaces et équitables pour toutes et tous,

Préoccupés par la multiplication des restrictions qui limitent l'espace civique, la liberté des médias et l'accès à l'information, comme par les risques croissants, le harcèlement et la diminution du soutien financier auxquels sont confrontés les organisations de la société civile, les journalistes, les défenseurs des droits humains et les acteurs de terrain,

Saluant le Partenariat pour un gouvernement ouvert en tant que plateforme de coopération volontaire qui soutient les réformes et les réformateurs et relie les engagements internationaux à une action concrète aux niveaux national et local,

Nous réaffirmons notre engagement à:

- 1. Protéger la démocratie, préserver l'espace civique et défendre les droits humains et les libertés fondamentales**, notamment la liberté d'expression, de réunion pacifique, d'association et d'accès à l'information. Nous œuvrerons à réduire les obstacles juridiques, financiers et numériques qui entravent la société civile, les médias indépendants et la participation du public à la vie civique et au contrôle démocratique, y compris dans les situations de conflit et de crise humanitaire.



